

Un projet de loi du gouvernement veut criminaliser les donneurs d'alerte en médecine



Sous prétexte de réprimer les dérives sectaires Gérard DARMANIN, ministre de l'Intérieur et Mme Sabrina AGRESTI-ROUBACHE, secrétaire d'État veulent en réalité interdire le droit d'expression des médecins donneurs d'alerte. Nous devons tout faire pour défendre la liberté d'expression et la science menacées par ce texte scandaleux !